

UN NOUVEAU MODELE POUR LA CALEDONIE



Mardi 6 juin 2023 – Salle Vénézia



GOUVERNEMENT DE LA
NOUVELLE-CALÉDONIE

La démarche

Plus de 200 entretiens
avec plus de 500
personnes;
200 contributions orales
et écrites.

- ✓ Poser un diagnostic de perception;
- ✓ Identifier les enjeux perçus par les acteurs clés de la société calédonienne pour tenter de dégager une vision partagée de leurs intérêts collectifs.

Une analyse croisée à
partir de données et
rapports divers en liens
avec les thématiques
évoquées.

Scénarios macroéconomiques
pour identifier des pistes et
des options pour la
construction du futur modèle
calédonien ont été réalisés par
le cabinet DME.

Bilan synthétique entretiens : diagnostic de perception



**Un moment
charnière de
notre histoire**

**Nécessité de
bâtir un modèle
soutenable
dans le temps**

**S'appuyer sur un
potentiel naturel
et humain**

**Anticiper les
risques et renforcer
la résilience du
territoire**

**Vivre avec son
temps, ne pas rater
les évolutions
technologiques**

**Explorer, développer
le potentiel de
rayonnement
régional**

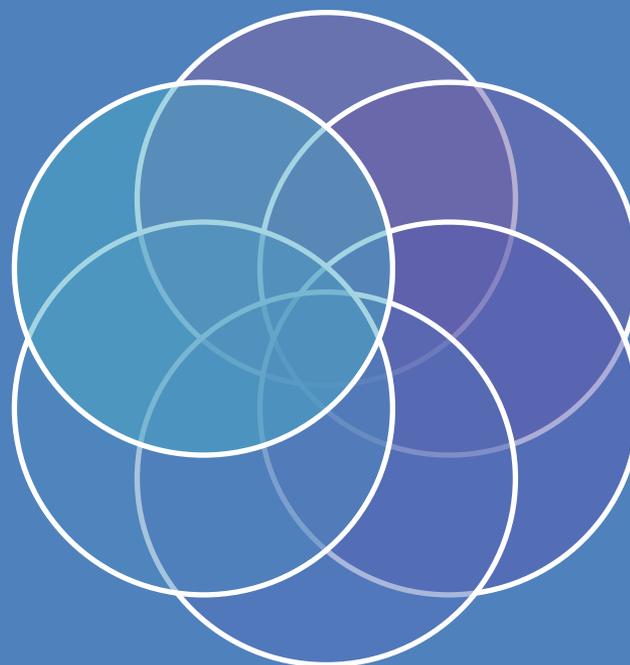
**L'importance de la
zone économique
exclusive (ZEE)**

Bilan synthétique entretiens : diagnostic de perception

Résorber les
déséquilibres qui
rongent la société
calédonienne

Manque de
concertation entre les
différentes
composantes de la
société calédonienne

Comblers les handicaps
d'une économie
insulaire en valorisant
mieux son patrimoine
naturel, culturel et
humain



Difficultés des
finances
publiques

La situation
préoccupante de
l'industrie du nickel et
la nécessité de
procéder vers une
transition énergétique

Un système politique et institutionnel
dysfonctionnant et manquant d'agilité
pour faire face aux évolutions
sociétales nécessaires

Les défis identifiés

**Trouver les voies d'une
gouvernance apaisée**

**Mettre en place une
méthodologie de
concertation entre les
différents acteurs**

**Faciliter l'émergence
d'une compréhension
partagée des enjeux et
de la répartition des
responsabilités**

**Accompagner les
acteurs dans la
recherche de synergie
dans tous les domaines
d'activité**

**Réduire la dépendance
du pays en valorisant
son potentiel naturel et
humain**

**Identifier des risques
potentiels pour
renforcer la résilience
du pays**

Les grandes priorités

1

La cohésion sociale et la réduction des inégalités

2

La gouvernance et la concertation

3

Le développement et la résilience

4

Le nickel et la transition énergétique

5

La biodiversité, changement climatique et
développement durable

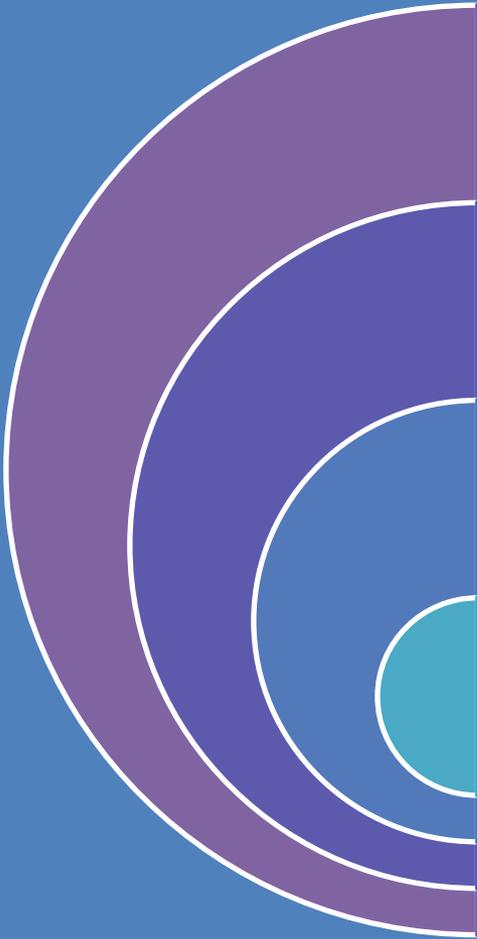
6

L'insertion régionale

La cohésion sociale



Les constats



Des déséquilibres économiques, sociaux et culturels qui rongent la société calédonienne.

Une richesse mal répartie, source de nombreux clivages et sont un frein, voire un obstacle à la cohésion sociale et politique de la Nouvelle-Calédonie.

Le nouveau modèle calédonien doit intégrer les différences économiques, géographiques, socioculturelles, politiques et historiques pour faire émerger son potentiel d'avenir.

Rien ne sera possible sans la volonté de croire dans un destin partagé, qui doit impérativement s'appuyer sur une meilleure cohésion sociale.

Impératif de lutter contre les inégalités

Les principaux défis identifiés

Réduire les inégalités économiques et sociales pour réduire les clivages.

Mettre en place des structures de concertations entre les différentes catégories de la population.

Favoriser l'émergence du sentiment d'appartenance à un même pays à travers l'organisation d'échanges culturels et sportifs, la connaissance de l'histoire...

Assurer la coordination des actions pour améliorer la cohésion sociale (nomination d'un membre du gouvernement dédié à la politique de cohésion sociale)

La gouvernance



Les constats

La répartition des compétences vécue comme un obstacle à la cohésion et la coordination et l'efficacité des politiques publiques, souvent incohérentes d'une province à l'autre.

L'organisation actuelle est un multiplicateur de dépenses, à travers le déploiement d'un mille-feuille institutionnel superfétatoire.

Perception d'une forme de "*diktat de la mandature électoraliste*", peu propice aux réformes de fond.

Par manque de concertation, la société civile envisage essentiellement ses rapports avec le monde institutionnel à travers la pression de ses lobbys.

Besoin d'un gouvernement central porteur d'une vision pays et garant de sa coordination avec les différentes institutions.

Les principaux défis identifiés

La nécessité de construire une organisation institutionnelle porteuse de cohérence dans les politiques publiques.

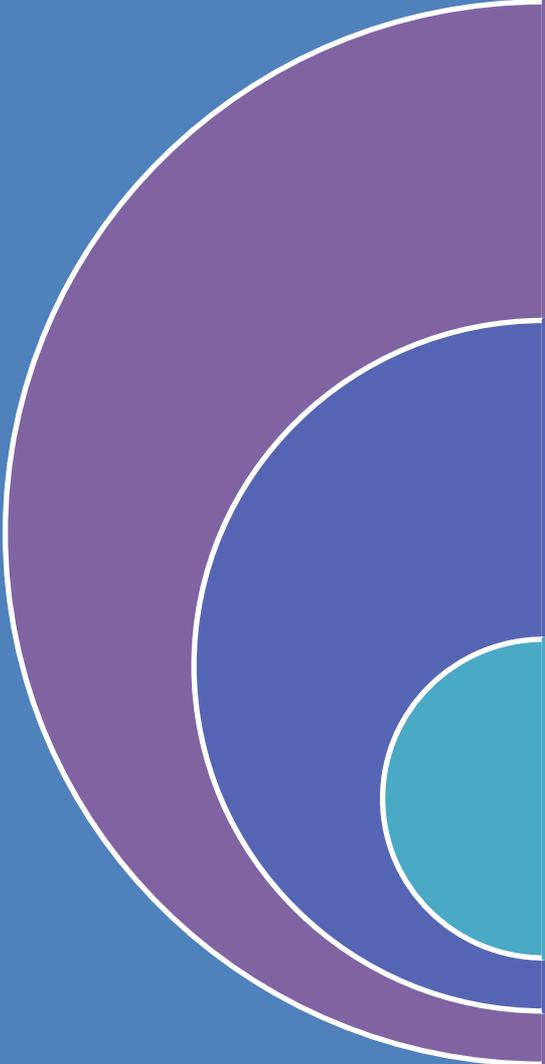
Développer une vision et des politiques dans une logique d'intérêt général pour le pays.

Réformer l'organisation actuelle pour améliorer la performance et l'efficacité des politiques publiques.

Simplifier le mille feuille administratif et optimiser les moyens et les ressources des collectivités.

Réduire les coûts de fonctionnement, sans perdre de vue la notion de service public.

Les principaux défis identifiés



Réduire le décalage de compréhension de plus en plus important entre le monde institutionnel, politique, administratif et la population.

Prendre en compte l'aspiration de la société civile à être impliquée dans les questions d'importance sociétale.

Mettre en place des structures d'information et de concertation des acteurs concernés (stakeholders).

Le développement et la résilience



Les constats

Une économie insulaire fortement dépendante aux importations.

Une richesse mal répartie qui génère de fortes inégalités sociales.

Un système qui ne prend pas suffisamment en compte les spécificités locales et les aspirations culturelles.

Une Nouvelle-Calédonie qui regorge de potentiels à travers son patrimoine naturel, culturel et humain.

Une nécessité de construire les conditions de sa compétitivité, de renforcer sa résilience et assurer la durabilité de son modèle.

Procéder à une diversification intelligente en favorisant une stratégie de différenciation.

Les principaux défis identifiés

La soutenabilité et la résilience du modèle calédonien.

Pérenniser les finances publiques.

Favoriser la relance par la consommation, en redonnant du pouvoir d'achat aux consommateurs.

Encourager la diversification pour réduire la dépendance, accroître la production locale en abaissant les charges des entreprises.

Développer l'économie sociale et solidaire en favorisant l'inclusion d'activités traditionnelles dans la sphère marchande.

Le nickel et la transition énergétique



Les constats

Une industrie nickel mal en point, incertitude sur la viabilité des procédés.

Nécessité de diversifier nos risques à travers différents types de valorisation du minéral. (technologies, lieux d'exploitations, exportations de minerais...)

Activité minière aussi génératrice d'avantages économiques et sociaux.

Nécessité de créer les conditions d'une acceptabilité économique et sociale autour des projets miniers. (Social licence to operate)

Transition énergétique qui ne peut se limiter au simple « verdissement » de notre nickel, compétitivité du KWh, indispensable à la pérennité de nos usines.

Ne pas opposer les projets et favoriser un rapprochement des différents opérateurs.

Les principaux défis identifiés



Les évolutions du marché et leurs conséquences sur l'industrie calédonienne.

L'adéquation de nos procédés d'exploitation avec les besoins du marché.

Le cadencement de la transition énergétique.

La survie économique de nos usines : la compétitivité et l'accès à la ressource.

Le coût de l'électricité.

La biodiversité, le changement climatique et le développement durable



Les constats

Nouvelle-Calédonie, reconnue comme l'un des sanctuaires de la biodiversité mondiale.

Bénéficie d'une grande densité d'expertise scientifique locale.

Un écosystème du transfert de technologie et de l'innovation en pleine expansion.

Un millefeuille administratif avec la répartition des compétences (3 provinces / absence de procédures claires).

Le secteur des substances naturelles porteur de nombreuses opportunités

Besoin de réduire la dépendance externe, construire les conditions de la compétitivité grâce à une spécialisation intelligente, une stratégie de différenciation et de diversification, pour renforcer la résilience et assurer la durabilité du modèle.

Les principaux défis identifiés

Anticiper les conséquences du changement climatique.

Connaitre, préserver et valoriser durablement la biodiversité.

Développer de nouvelles filières de mise en valeur et de transformation des substances naturelles.

Harmoniser les politiques et procédures relatives à l'environnement et la biodiversité entre provinces.

Capitaliser sur la connaissance en créant un centre des ressources biologiques (collections conservées en dehors du territoire depuis les années 70)

Impulser une dynamique Pacifique pour la création d'un pôle régional de préservation et valorisation des substances naturelles.

L'insertion régionale



Les constats

Prendre conscience de l'importance stratégique de sa Zone Économique Exclusive (ZEE) et des enjeux et convoitises qu'elle engendre et suscite (réserves halieutiques, ressources minérales et énergétiques, zones de pêche, flux maritimes...).

S'intégrer dans son environnement régional et s'ouvrir davantage sur l'économie mondiale.

Bâtir sur l'accès privilégié que la spécificité océanienne procure dans la zone, pour développer, renforcer et sécuriser ses intérêts.

Développer les contacts et échanges avec les pays voisins, (économie, culture, sports).

Besoin de mieux coordonner les actions entre la représentation régionale et les acteurs économiques.

Les principaux défis identifiés

Prendre toute la mesure du rôle potentiel de la Nouvelle-Calédonie au niveau régional.

Favoriser une approche inclusive, sur la base d'intérêts partagés, dans la mise en œuvre de la stratégie indopacifique.

Sécurité, défense, surveillance, commerce maritime international, connectivité des infrastructures physiques et numériques, multilatéralisme...

Harmoniser les politiques régionales dans les domaines du changement climatique, environnement, préservation de la biodiversité, transition énergétique, gestion durable des océans...

Préservation d'un ordre international respectueux du droit.

La suite...



Une phase de concertation plus élargie entre les différentes institutions

Définir les
objectifs
prioritaires

Agréer un
*modus
operandi*
commun

Organiser la
concertation
entre les
parties
concernées

Développer
un plan de
mise en
œuvre



Merci de votre attention !

